

Développements macroéconomiques récents

La pandémie a plongé Madagascar dans une profonde récession en 2020, avec une contraction du PIB de 7,1 %. La production économique a été particulièrement touchée dans les secteurs des mines (-56,8 %), de l'hôtellerie (-55,8 %) et du textile-habillement (-15,7 %), qui sont les principaux moteurs de la croissance. Après les efforts de gestion de la crise sanitaire et les mesures de relance économique, la croissance a rebondi à 3,3 % en 2021, soutenue par les investissements publics et privés qui ont atteint 19,9 % du PIB en 2021, contre 13,8 % en 2020. Le commerce extérieur a également contribué au redressement, notamment dans le secteur minier. Toutefois, la pandémie a pesé sur le déficit budgétaire, qui a continué de se creuser pour atteindre 5,4 % en 2021 contre 4,0 % en 2020. Le déficit des comptes courants a également légèrement augmenté, passant de 5,1 % du PIB en 2020 à 5,5 %, reflétant en partie la hausse des prix des produits pétroliers. L'inflation, qui avait diminué de moitié depuis 2018, est remontée à 5,9 % en 2021. Les fermetures d'entreprises et les pertes d'emplois ont fait perdre les moyens de subsistance surtout parmi les jeunes et les femmes. L'augmentation réelle du PIB par habitant de près de 10 points de pourcentage sur 2020-21 n'aura probablement eu qu'un effet limité sur la pauvreté, estimée à près de 77,4 % de la population en 2020. Madagascar a reçu une allocation de DTS de 332 millions de dollars en septembre 2021, qui devrait cibler les infrastructures de transport, de l'énergie et de l'eau.

Perspectives et risques

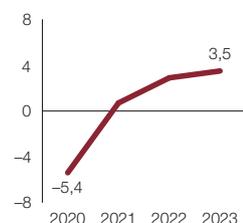
Les prévisions annoncent une croissance continue du PIB de 5,0 % en 2022, puis 5,4 % en 2023. Du côté de la demande, elle sera soutenue par les investissements publics et privés dans les infrastructures de transport et d'énergie, ainsi que par la reprise des exportations de minerais et de vanille. Les industries extractives et manufacturières, ainsi que les bâtiments et travaux publics, resteront les principaux moteurs de la croissance. Les principales menaces pour l'économie sont les nouvelles vagues de COVID-19, les chocs climatiques (en particulier la sécheresse et les cyclones) et le coût élevé

des matières premières en lien avec la pression exercée sur les prix par le conflit Russie-Ukraine. L'impact de la COVID-19 devrait continuer à peser sur les finances publiques, et le déficit budgétaire devrait rester élevé, à 5,1 % du PIB en 2022 et 4,9 % en 2023. Avec le prix élevé des produits essentiels sur le marché international, le déficit du compte courant devrait également rester élevé à 5,9 % du PIB en 2022, avant de tomber à 4,9 % en 2023. Utilisant une politique de ciblage de l'inflation, la banque centrale a commencé à augmenter certains taux bancaires officiels à partir d'août 2021, mais les pressions inflationnistes devraient se poursuivre, avec une inflation de 8,7 % en 2022, avant de baisser à 6,1 % en 2023.

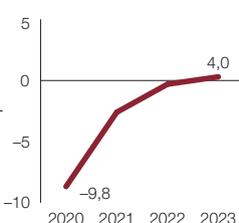
Changement climatique et options de politiques publiques

Madagascar est très vulnérable au changement climatique – en particulier à la sécheresse, aux inondations et aux cyclones, et se classe 29^e sur l'Indice mondial des risques climatiques en 2021. Au cours du premier trimestre de 2022, le pays a enregistré des tempêtes et des cyclones qui ont causé près de 200 décès et affecté 960 000 personnes. Ces événements extrêmes ont un impact majeur sur les infrastructures. Les pertes et dommages sont estimés à 20 % du PIB en moyenne par an, ce qui constitue un fardeau énorme pour l'économie, notamment pour l'agriculture, qui représentait 24 % du PIB et employait 64 % de la population active en 2020. Le pays est également très dépendant des combustibles fossiles, alors qu'il dispose d'un important potentiel hydroélectrique qui reste largement sous-utilisé, avec 884 GWh exploités sur un potentiel de 180 000 GWh. Surtout, Madagascar manque d'infrastructures durables pour gérer et s'adapter aux risques climatiques, et combler ce manque nécessiterait un financement estimé à 42 milliards de dollars sur la période 2017-30. Pour accélérer la transition énergétique, les responsables publics devraient se concentrer sur le développement de projets énergétiques à faible émission de carbone et sur la mobilisation de fonds pour le climat. Ils devraient également accélérer les politiques portant sur la gestion de l'eau, l'économie circulaire dans les chaînes de valeur agricoles et les technologies de l'industrie verte, notamment la valorisation des déchets industriels.

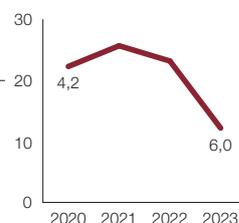
Taux de croissance du PIB réel (%)



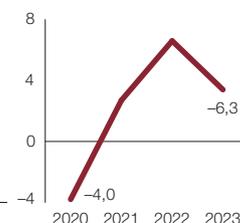
Taux de croissance du PIB réel par habitant (%)



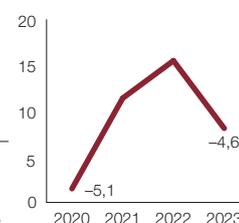
Inflation de l'IPC (%)



Solde budgétaire (% du PIB)



Compte courant (% du PIB)



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.